

Suivi bihebdomadaire COVID-19 : situation au 30 avril 2020

Le Service économique régional de Pékin réalise depuis le 24 février des points réguliers à destination des entreprises et de la communauté d'affaires française sur la crise sanitaire liée au virus COVID-19, ainsi que sur l'impact de cette dernière sur l'activité économique et le secteur des transports en Chine. **À partir de la semaine du 30 mars, ces points sont publiés deux fois par semaine : le mardi et le vendredi.** Des analyses plus approfondies - et notamment sectorielles - sont par ailleurs disponibles dans les [brèves hebdomadaires](#) du SER de Pékin. Tout lecteur intéressé peut s'y abonner par simple demande [courriel](#).

Situation sanitaire

Nombre de cas (Chine continentale)

	26 avril	27 avril	28 avril	29 avril
Cas confirmés	82 830	82 836	82 858	82 862 (+4)
Cas possibles	20	9	10	10
Décès (dont Hubei)	4 633 (4 512)	4 633 (4 512)	4 633 (4 512)	4 633 (4 512)
Guérisons	77 474	77 555	77 578	77 610

Principales actualités en matière sanitaire

Le 29 avril 2020, selon les sources officielles, 4 nouveaux cas de personnes atteintes du COVID-19 ont été enregistrés en Chine continentale, tous « importés », et aucun décès.

Baisse du niveau d'alerte à Pékin où la municipalité a annoncé que l'indice d'état d'urgence de santé publique sera ramené au niveau 2 à compter du 30 avril à minuit. Les mesures en place seront en conséquence adaptées : visites de proches et réunions entre amis autorisées, réouverture progressive des musées et des bibliothèques, fin de l'obligation de quarantaine pour les personnes en provenance de régions à faible risque épidémiologique. En revanche, la gestion fermée des quartiers de la municipalité est maintenue, ainsi que celle des points d'entrée dans la capitale. De même, la plupart des activités reste subordonnée à la présentation d'un code santé de couleur verte. Certaines activités restent interdites et la plupart des installations sportives fermées.

Donald Trump estime que la gestion du virus de la Chine est une preuve que Pékin fera tout son possible pour empêcher sa réélection. Le Président américain considèrerait par ailleurs plusieurs sanctions à l'encontre de la Chine sans donner de détails (« *I can do a lot* »). La trêve dans la guerre des mots de fin mars, à la suite de l'appel téléphonique entre les présidents américain et chinois, semble bien être terminée ([Reuters](#)).

Situation économique

Les variations indiquées dans les tableaux ci-dessous sont exprimées en glissement annuel.

Mobilisation de la main-d'œuvre chinoise

	semaine du 30 mars	semaine du 6 avril	semaine du 13 avril	semaine du 20 avril	28 avril
Voyageurs des transports collectifs interurbains (fer, routes, voies d'eau et air)	19 323 000 (-60 %)	19 724 000 (-59 %)	19 808 000 (-59 %)	19 571 000 (-58 %)	20 096 100 (-57 %)

Entrée de travailleurs migrants dans les métropoles (Baidu Migration Index)					
	22-avr	23-avr	24-avr	27-avr	28-avr
à Pékin	2,83 (-88 %)	2,66 (-89 %)	3,18 (-79 %)	3,45 (-68 %)	3,38 (-69 %)
à Shanghai	4,24 (-77 %)	3,84 (-78 %)	4,46 (-63 %)	4,76 (-42 %)	4,61 (-44 %)
à Canton	5,06 (-74 %)	4,36 (-73 %)	5,23 (-52 %)	5,51 (-37 %)	5,5 (-42 %)
à Shenzhen	4,59 (-72 %)	4,06 (-72 %)	4,67 (-49 %)	5,14 (-24 %)	4,85 (-32 %)

NB : le Baidu Migration Index reflète les flux de personnes entrant dans les principales agglomérations du pays. Cet indicateur prend en compte les modes de transport routier (saturation du trafic), ferroviaire et aéroportuaire (fréquentation des gares et aéroports). Il est estimé grâce aux bases de données des utilisateurs de ces plateformes.

Indicateurs de mobilité urbaine

Indicateur	semaine du 30 mars	semaine du 6 avril	semaine du 13 avril	semaine du 20 avril	28 avril
Fréquentation du métro à Pékin (passagers journaliers)	2 567 000 (-72 %)	2 612 000 (-72 %)	3 144 000 (-67 %)	3 687 000 (-62 %)	4 368 900 (-60 %)
Fréquentation du métro à Shanghai	5 947 714 (-46 %)	5 845 143 (-49 %)	6 672 000 (-42 %)	7 419 000 (-35 %)	8 327 000 (-33 %)

NB : Les moyennes hebdomadaires sont calculées sur sept jours ; elles comprennent donc les jours de fréquentation plus limitée du week-end. La semaine du 6 avril 2020 ne comprenait que quatre jours ouvrés (Fête des morts le 6 avril).

Autres indicateurs de reprise de l'activité

Indicateur	26 avril	27 avril	28 avril	29 avril	30 avril
Consommation de charbon par six grands groupes de production électrique (1 000 t.)	560,8 (+4%)	550,1 (+3%)	522,3 (+1%)	536,0 (-2%)	538,8 (-3%)
Ventes immobilières dans 32 grandes villes (1 000 m²)	435,8 (+18%)	457,6 (+7%)	515,6 (-6%)	Non dispo.	Non dispo.

NB : ces données sont issues de la base de données Wind. Les six groupes de production électrique sont : Zhejiang Electric Group, Shangdian Power, Yudean Group, China Guodian Corp., China Datang et China Huaneng. Les 32 villes sont : Pékin, Shanghai, Tianjin, Canton, Shenzhen, Hangzhou, Nankin, Qingdao, Suzhou, Jiangyin, Xiamen, Dalian, Wuhan, Nanchang, Foshan, Wuxi, Fuzhou, Dongguan, Huizhou, Baotou, Changchun, Yangzhou, Anqing, Yueyang, Shaoguan, Nanning, Chengdu, Changsha, Harbin, Kunming, Shijiazhuang, Lanzhou. On compare la moyenne glissante sur sept jours avec la période correspondante en 2019 (glissement annuel).

Principales actualités économiques

Les sessions annuelles de l'Assemblée populaire nationale (« *Lianghui* ») débiteront le 21 mai. Le Premier ministre chinois présentera le rapport de travail du gouvernement, qui dresse un bilan de l'année écoulée et élabore les grandes orientations pour l'exercice en cours. Les « *Lianghui* » étaient initialement prévues à partir du 3 mars de cette année avant d'être reportées en raison de la situation sanitaire.

Les indices des directeurs d'achats (PMI) pour avril confirment la stabilisation de la production mais font état de perspectives dégradées dans le secteur exportateur. L'indice PMI officiel dans le secteur manufacturier atteint 50,8 (50,2 pour le sous-indice de l'emploi) après 52,0 en mars et 37,5 en février. Le PMI non manufacturier officiel s'élève quant à lui à 53,2 contre 52,3 en mars et 29,6 en février. Le sous-indice des nouvelles commandes adressées au secteur exportateur chute en revanche à 33,5 contre 46,4 en mars en lien avec la contraction de l'activité chez les principaux partenaires commerciaux de la Chine. Par ailleurs, l'indice PMI *Caixin-Markit*, davantage axé sur l'industrie légère fait état d'une contraction, à 49,4 contre 50,1 en mars (et 40,3 en février). Un indice supérieur à 50 indique une expansion de l'activité par rapport au mois précédent. ([Reuters](#)) ([Caixin](#))

Les bénéfices des entreprises du secteur industriel chutent de 36,7 % en glissement annuel au T1 2020 (-34,9 % au mois de mars ; -38,3% sur les deux premiers mois de l'année). Selon Zhang Weihua, porte-parole du Bureau national des statistiques, si l'amélioration relative observée en mars est le signe d'une accélération de la reprise de la production, la demande n'a pas retrouvé son niveau antérieur à l'épidémie. Les bénéfices des entreprises d'État ont connu une chute plus marquée, à 45,5 % au T1 2020, contre 29,5 % pour les entreprises privées.

Quatre des cinq principales banques publiques chinoises affichent des bénéfices en hausse au T1 2020 : +4,8 % en glissement annuel à 85,5 Md CNY pour ICBC ; +4,8 % à 64,2 Md CNY pour *Agricultural Bank of China* ; +5,1 % à 80,6 Md CNY pour *China Construction Bank* ; +1,8 % à 21,5 Md CNY pour *Bank of Communication*. Les bénéfices de *Bank of China* n'ont pas encore fait l'objet d'une annonce. Plusieurs analystes anticipent un repli des bénéfices réalisés dans le secteur financier en 2020, en liaison notamment avec la montée des provisions pour créances douteuses ([WSJ](#)).

D'après une enquête de la Banque centrale (PBoC), le pourcentage de sondés enclins à épargner davantage est en hausse : 53 % contre 46 % au trimestre précédent, sur un échantillon de 20 000 déposants dans 50 villes. Le pourcentage de sondés faisant état de leur intention de dépenser davantage recule de 6 %, à 22 %. Ce sondage confirme les données reflétant une hausse de l'épargne de précaution des agents économiques au 1^{er} trimestre ([The Paper](#)).

L'industrie du cinéma s'attend à des pertes de l'ordre de 30 Md CNY (4,2 Md USD) en 2020 selon la *National Film Administration*. La majorité des cinémas sont fermés depuis fin janvier. ([Reuters](#))

Nouvelles opportunités pour l'industrie aéronautique chinoise ? *Embraer* a déclaré lundi le lancement d'un processus d'arbitrage contre *Boeing*, après la décision de l'avionneur américain de renoncer au rachat des activités civiles de l'entreprise brésilienne, pour un montant total de 4,2 Md USD (3,9 Md €). Cela ouvre peut-être une fenêtre d'opportunités pour l'industrie chinoise, dans la mesure où un rapprochement avec *Embraer* pourrait lui permettre d'accélérer ses acquisitions de technologies clef pour assurer son développement. Par ailleurs, les difficultés financières de *Virgin Australia*, après l'échec d'un plan de sauvetage australien, attireraient la convoitise des grandes compagnies chinoises. *China Southern Airlines*, *China East Airlines* et *Air China* seraient toutes sur les rangs pour l'acquisition de la compagnie, en dépit de pertes colossales au premier trimestre 2020 (14 Md CNY en cumulé pour ces trois compagnies, soit 1,8 Md €).

L'aviation civile se fixe des objectifs d'économies de fonctionnement. L'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC) a publié une notice le 24 avril pour renforcer le contrôle de ses dépenses de masse salariale et de ses frais de fonctionnement. Sur les effectifs, la CAAC laisse entendre un gel des emplois, au-delà des renforts de personnels ponctuels pour la gestion de certains aspects de la crise épidémique. S'agissant des dépenses de fonctionnement, la CAAC s'engage à optimiser ses systèmes d'audit interne et de pilotage par la performance, à rationaliser ses actifs par la mise en place de cessions de tout ce qui ne sera pas considéré comme stratégique, à améliorer les modes de passation de marchés publics et à promouvoir une meilleure globalisation des achats pour des économies d'échelle.

Contrôle de l'inflation des prix des billets d'avions sur les vols internationaux. La CAAC a publié le 16 avril une notice obligeant les compagnies aériennes à de la vente individuelle pour l'achat de billets d'avion sur leurs vols internationaux pendant la période épidémique, de manière à contrôler l'évolution des prix, qui doivent refléter l'offre et de la demande de marché. Les canaux d'achats massifs transitant via des agences, propices à des surfacturations aux clients finaux, sont donc prohibés jusqu'à nouvel ordre, de même que les ventes de billets d'avion entre particuliers.

Point de situation Hubei : 98,3 % des entreprises industrielles « de taille significative » auraient relancé leurs activités à la date du 23 avril, selon la Commission pour le développement et la réforme de la province, avec un taux de reprise moyen des employés de 94,7 %. Le taux de retour en poste des employés dans les grandes entreprises est de 95,7 % pour le commerce de détail, 95,6 % dans les services, 95,6 % dans le bâtiment et 97,6 % dans l'immobilier. Le taux de reprise des entreprises de plus petite taille est cependant estimé plus faible. La réouverture progressive des restaurants, qui ne pouvaient précédemment que proposer des services de livraison à domicile, a été autorisée à partir du 27 avril sous réserve de la mise en place de mesures de sécurité sanitaire strictes. Si les grands centres commerciaux de Wuhan ainsi que le site touristique de la Grue Jaune ont rouvert leurs portes, le nombre de visiteurs est pour l'heure extrêmement faible. Les autorités ont annoncé que la perception des péages sur les autoroutes de Wuhan serait rétablie à partir du 6 mai. Les autorités ont annoncé un total de 913 nouveaux projets d'un investissement supérieur à 100 M. CNY dont 34 projets d'infrastructures de transport, 12 projets dans le domaine de l'énergie, 26 projets dans le domaine environnemental et 565 projets dans le secteur industriel.

Situation dans les transports

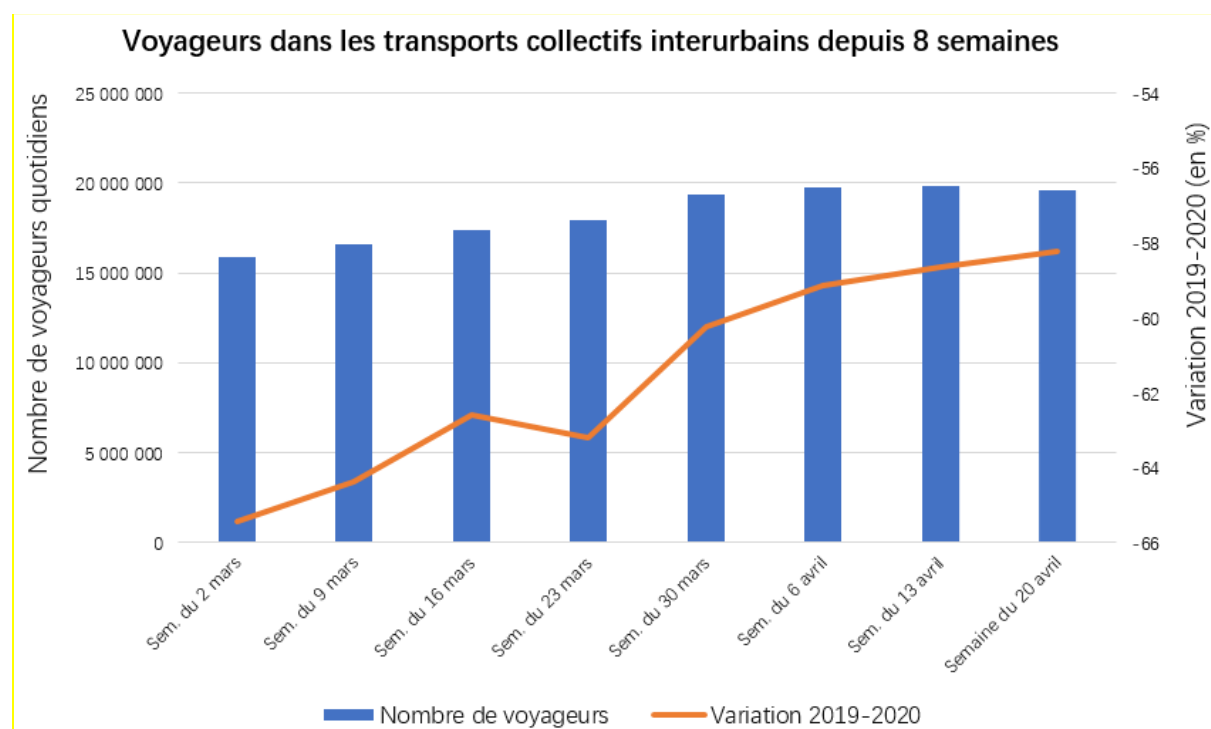
Transport aérien : La multiplication de l'offre de fret aérien répond difficilement à la demande, très forte pour l'acheminement de matériel médical d'urgence, malgré une multiplication par cinq de l'offre de charters tout cargo par rapport à la période normale. Selon une étude récente de IATA, le rebond constaté sur l'offre de charter tout cargo ne compense pas le déficit de la capacité globale de fret aérien en Chine, en baisse de 63 % pour la seconde quinzaine d'avril 2020 par rapport à l'an dernier à la même période, du fait que la majorité du fret aérien transite habituellement en soute des vols passagers. Malgré les mesures de conversions d'appareils passagers circulant à vide avec de la marchandise en soute, les capacités de fret en soute des avions passagers ont chuté de 82 %, effet implacable de la quasi absence transport international de passagers. Si Shanghai est particulièrement congestionné à l'heure actuelle, d'autres aéroports comme celui Zhengzhou (province du Henan), spécialisé dans la logistique, profitent de la situation, en enregistrant un record de 60 vols cargos par jour en pointe (22 avril), avec + 14 % de trafic par rapport à 2019, entraînant l'arrivée de nouvelles compagnies étrangères (européennes, CEI, américaines) et l'ouverture de nouvelles destinations comme Kaunas, Tel Aviv, Addis-Abeba, Vienne, Madrid, Lisbonne, Leipzig, Kiev, Bucarest ou Lusaka. À partir du 1^{er} mai, Air France Cargo reprend un programme de vols directs entre Paris et Shanghai, sans escale technique à Séoul, à raison d'une rotation quotidienne en Boeing 777 configuré appareil passagers circulant à vide, avec fret en soute (volume d'emport à 150 m³), complétée de 5 fréquences hebdomadaires en 777 tout cargo (volume d'emport à 600 m³). Jusqu'au 31 mai, les seuls vols passagers vers la France sont Pékin - Paris par *Air China* (un vol A/R tous les mercredis), Shanghai – Paris par *China Eastern* (un vol A/R tous les samedis / dimanches), Canton – Paris par *China Southern* (un vol A/R tous les lundis / mardis). L'aéroport de Wuhan Tianhe est opérationnel pour le fret aérien (depuis le 29 mars) et les liaisons domestiques passagers (depuis le 8 avril), à l'exception de Pékin. Les liaisons internationales passagers ne sont pas autorisées jusqu'à nouvel ordre.

Fret maritime et fluvial : L'activité des principaux ports chinois est globalement normale, même pour les réceptions de containers réfrigérés (*reefers*). Des départs à vide sont encore à prévoir, engendrant une hausse des coûts. Les ports fluviaux des principales villes ont une activité globalement normale, y compris celui de Wuhan. Les ports maritimes chinois n'autorisent les changements d'équipage que pour les membres d'équipage de nationalité chinoise (soit à bord d'un navire battant pavillon chinois ou étranger) et une demande est nécessaire à l'avance, sans garantie d'approbation. Le volume de fret maritime transporté en mars 2020 s'élève à 734 M. t, soit une baisse de 35 % par rapport à mars 2019.

Fret ferroviaire : Le fret ferroviaire entre la Chine et l'Europe fonctionne à nouveau, même au départ ou à l'arrivée de Wuhan. Les places disponibles restent cependant limitées. Le fret ferroviaire est moins touché par les mesures sanitaires que le routier, ce qui a engendré une stabilité des flux pendant la crise, voire une augmentation par rapport à l'année dernière. Le ministère du commerce [a publié un avis](#), le 7 avril, destiné à favoriser le fret ferroviaire Chine-Europe. Le volume de fret ferroviaire transporté en mars 2020 s'élève à 352 M. t, soit une hausse de 1 % par rapport à mars 2019.

Fret routier : Le transport routier international souffre de congestions, allongeant les temps de parcours, notamment aux frontières avec le Vietnam ou le Myanmar. Sur le plan domestique, tous les trajets peuvent maintenant être assurés, y compris à Wuhan et dans le Hubei. Le coût des livraisons en *Less Than Truckload* (LTL) restent supérieurs à la normale dans cette province. Les mesures sanitaires dans le nord-est, à Manzhouli et à Suifenhe, s'appliquent également au fret routier : les camions ne peuvent pas passer la frontière et les cargaisons doivent être transférées dans un nouveau véhicule. Les chauffeurs en provenance de Russie qui voudraient entrer sur le territoire chinois doivent effectuer une quarantaine dans un centre fermé. Le volume de fret routier transporté en mars 2020 s'élève à 2353 Mt, soit une baisse de 29 % par rapport à mars 2019 (chiffre corrigé par rapport au bulletin du 23 avril).

Évolution de la mobilité collective interurbaine depuis sept semaines



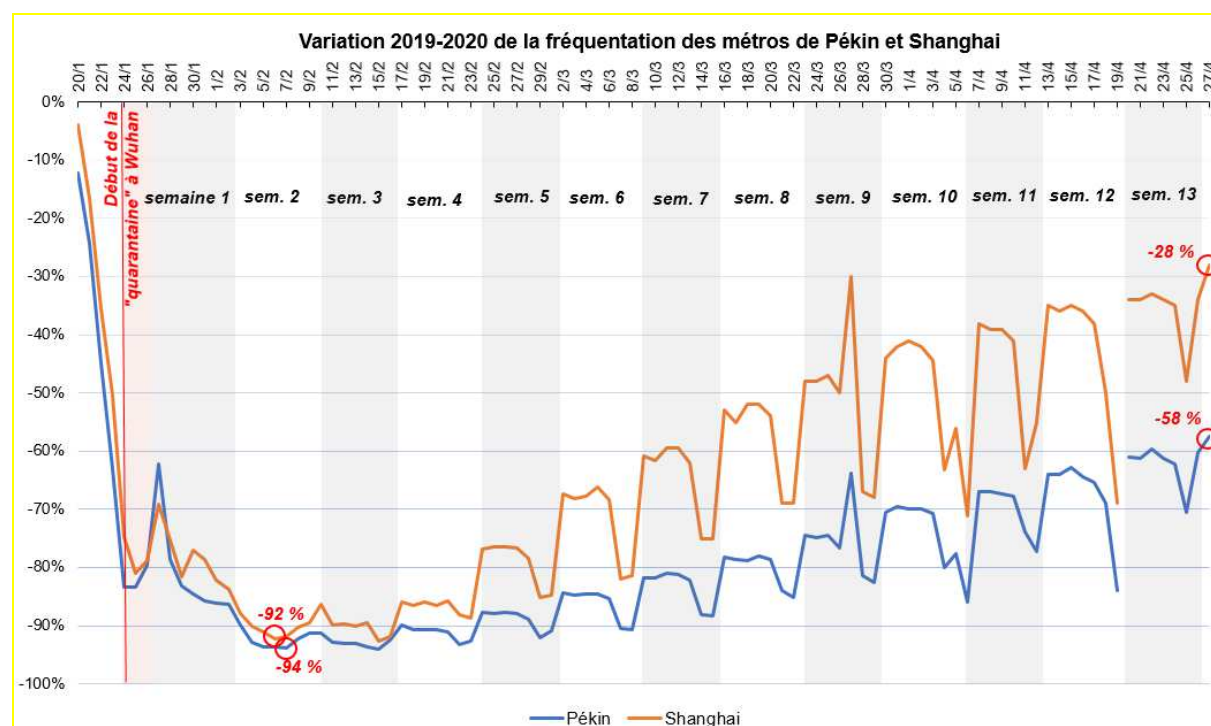
Source : statistiques quotidiennes publiées par le Ministère des transports depuis le 3 mars 2020 (moyennes, tous modes de transport collectif confondus, pendant sept jours – du mardi au lundi suivant).

Source : statistiques quotidiennes publiées par le Ministère des transports depuis le 3 mars 2020 (moyennes, tous modes de transport collectif confondus, pendant sept jours – du mardi au lundi suivant).

On observe une reprise très lente de la mobilité collective interurbaine depuis huit semaines (de 15 900 000 voyageurs quotidiens entre les 3 et 9 mars à 19 600 000 entre le 21 et 27 avril), mais la fréquentation reste encore, fin avril, inférieure de 58 % par rapport à la période correspondante en 2019. Les mesures de quarantaine encore en vigueur à Pékin et dans certaines autres régions, ainsi que vraisemblablement la crainte de nouvelles décisions de restrictions difficiles à prévoir, représentent autant de freins aux déplacements.

Restrictions de déplacement à Wuhan : Selon les derniers chiffres annoncés par la municipalité, 6 988 quartiers ont officiellement été déclarés "libres de l'épidémie" (soit 98,4 % des quartiers de Wuhan). Les tests de détection du Covid-19 sont disponibles pour chaque habitant de Wuhan, mais uniquement sur une base volontaire. Plusieurs entreprises ont cependant donné un caractère obligatoire à ces tests pour leurs employés. Les déplacements en véhicule particulier sont autorisés depuis le 8 avril sur présentation d'un QR Code « vert » attestant d'un bon état de santé. Au 23 avril, 1 597 lignes d'autobus, soit 95,3 % des lignes d'autobus de Wuhan, ont rouvert, ainsi que les 9 lignes de métro de la ville. 99,2 % des taxis traditionnels (soit un total un 41 662 véhicules) ont repris leur activité ainsi que 1 738 des voitures Didi (5 % du total).

Évolution de la fréquentation dans les métros de Pékin et Shanghai depuis trois mois



Variation de fréquentation des métros de Pékin (16 lignes exploitées par *Beijing Subway*) et de Shanghai en 2020 par rapport à 2019 depuis les trois mois suivant le Nouvel an chinois (du 27 janvier au 27 avril 2020).

Dans les deux villes la reprise du trafic demeure aujourd'hui encore (i) faible, (ii) plus limitée les week-ends que les jours ouvrables et (iii) sensiblement plus lente à Pékin qu'à Shanghai, illustrant les mesures plus strictes de reprise d'activité dans la capitale par rapport aux autres métropoles. Par exemple, lundi 27 avril 2020, la baisse était encore de 58 % à Pékin par rapport à 2019 (5 870 000 passagers de moins que lundi 29 avril 2019) et elle n'était plus que de 28 % à Shanghai (3 181 000 de passagers de moins qu'en 2019).

Nota : Les comparaisons de 2020 avec 2019 utilisent jusqu'à la 12^{ème} semaine des journées homologues par leur proximité avec le Nouvel an lunaire (vendredi 23 janvier 2020 comparé à vendredi 4 février 2019). À partir de la 13^{ème} semaine, les comparaisons utilisent des journées homologues par proximité avec la Fête du travail (lundi 20 avril 2020 comparé à lundi 22 avril 2019).

NB : la veille sur le transport aérien annexée à cette note est réalisée conjointement par le SER de Pékin et le Service de Presse de l'Ambassade de France en Chine à partir d'informations disponibles sur l'offre des compagnies aériennes

ANNEXE - Mesures de soutien annoncées par les autorités

Des politiques fiscales et financières pour soutenir la prévention et le contrôle de l'épidémie

Des dispositions spéciales, temporaires, ont été accordées en priorité aux entreprises qui participent à la prévention de l'épidémie. Ces mesures ont notamment été prises pour augmenter la production et assurer le transport du matériel médical, l'approvisionnement et la fluidité du fret. Elles visent aussi à assurer des prix relativement stables pour les produits de première nécessité (énergie et de consommation). Elles visent également à aider les entreprises à reprendre leurs activités et la production.

- La PBoC devrait accorder **300 Md CNY de crédits spéciaux** (maturité d'un an et taux inférieur de 250 au *Loan Prime Rate*, dans le cadre du programme *refinancing*) aux banques pour les encourager à prêter à un taux d'intérêt avantageux aux **entreprises « stratégiques »** (production, transport et vente de matériel médical essentiel et des produits de base du quotidien) et ainsi assurer à ces dernières un coût de financement inférieur à 1,6 % (« *government will provide 50% interest subsidy to ensure actual corporate interest rate is below 1.6 %* »).
- **Création d'une « voie verte d'urgence »** afin d'accélérer les procédures pour les entreprises stratégiques, en particulier pour le financement d'opérations, le dédouanement ou l'acheminement de marchandises.
- **Exemption de TVA pour les entreprises qui produisent ou participent au transport de matériel médical ou liées au contrôle de l'épidémie et pour les entreprises participant au maintien de services publics essentiels** (services spéciaux, transports, livraisons de produits nécessaires)¹
- Exemption d'impôts sur le revenu pour les individus participant à l'effort d'endiguement de l'épidémie (personnel médical).
- **Soutien à la R&D sur les médicaments et les vaccins mais également dans les sciences, l'innovation et technologie** (notamment par le biais de subventions à l'échelle locale)
- Frais de fonctionnement remboursés (jusqu'à 80% à Shanghai) pour les entreprises dont les opérations ont été réquisitionnées en urgence par le gouvernement local pour assurer une production en masse (équipements médicaux par exemple)
- La NDRC a encouragé les émissions obligataires des SME pour subvenir à leurs besoins de liquidité. La NDRC a également encouragé les émissions obligataires de projets liés à la prévention de l'épidémie, soulignant que les exigences en matière de rentabilité du projet seront abaissées.
- Soutien aux opérations de fret aérien : levée de certaines restrictions pour les vols sur les créneaux d'heures de pointe, de nouvelles flexibilités pour les temps de vol des équipages, possibilité d'un dédouanement 24h/24 tous les jours dans les grands aéroports.

¹ Régime préférentiel pour les produits/équipements médicaux importés. Mise en place d'une voie rapide de dédouanement pour ces produits importés avec un temps de dédouanement réduit. Des dispositions de paiements différés des taxes : jusqu'à 3 mois de délais. Une réduction de taxes (taxe foncière et taxe urbaine) peut être demandée. La période maximale de report des pertes de 2020 a été étendue de 5 à 8 ans.

Des baisses de coûts et accès sur le financement pour les entreprises les plus touchées par la crise, notamment des PME, pour éviter les problèmes de trésorerie

Des mesures de « sauvetage », budgétaires et monétaires, dont beaucoup sont temporaires, ont été annoncées pour éviter les mises en faillites des entreprises les plus durement touchées par la mise en place des mesures sanitaires strictes, notamment les PME et les industries des services (tourisme, hôtellerie,...). L'endurance d'un certain nombre d'acteurs face à la situation actuelle est limitée dans un contexte de baisse drastique des revenus et d'une hausse des coûts opérationnels. Les PMEⁱ peinent à payer les salaires et pour certaines sont d'ores et déjà en situation critique.

Les PME avaient davantage pâti des mesures de restriction à l'égard du *shadow banking*, faute de soutien des banques publiques, et des tensions commerciales. Elles souffrent également de l'absence durable de *level playing field* avec les SOE. Malgré les mesures de soutien annoncées, les banques demeurent réticentes à augmenter significativement leurs risques. Il est peu probable qu'un assouplissement monétaire ait un impact important sur les PME (à l'instar des mesures monétaires mises en place depuis 2018 pour soutenir le secteur privé/les PME) alors qu'elles portent la plus grande partie de la croissance, de la productivité et des emplois. En outre, une baisse des coûts de financement ne permet pas de répondre aux problèmes liés aux baisses de ventes et à la suspension des activités.

- **Exemptions pour les micro, petites et moyennes entreprises de payer leurs cotisations aux trois types d'assurance sociale** (*employers' contributions to the old-age pension, unemployment and workplace safety insurance plans*) pour une période de 5 mois. Pour les grandes entreprises et « autres entités » (à l'exception des institutions publiques et des organismes gouvernementaux), les contributions peuvent être réduites de moitié pour une période de 3 mois. La province du Hubei peut exempter tout type d'entreprise (sauf les organismes gouvernementaux et institutions publiques) du paiement de ces cotisations pour une période de 5 mois. Les entreprises en « grandes difficultés » à cause de l'épidémie peuvent différer le paiement de leurs cotisations (jusqu'à 6 mois).
- Réduction de moitié des cotisations à l'assurance maladie pendant 5 mois.
- Report des cotisations au fonds de logement (*housing provident fund*) jusqu'au 30 juin.
- **Les propriétaires seront encouragés à abaisser les loyers** pour les commerçants individuels (*individual business*) en tirant profit de l'exemption de la taxe sur l'utilisation des terrains (*land use tax*) et autres politiques de soutien.
- Les institutions financières sont encouragées à **différer le remboursement du principal des prêts des micro, petites et moyennes entreprises**. En outre, les **versements des intérêts pourront être différés jusqu'au 30 juin, sans pénalités**. Cette politique s'appliquera à tous les types d'entreprises dans le Hubei.
- **Les quotas des programmes de re-lending et de re-discount** (la PBoC accorde des liquidités bon marché aux banques qui utilisent ces dernières pour prêter à des entreprises désignées) seront augmentés de **500 Md CNY** (100 Md CNY de *refinancing* pour les agriculteurs, 300 Md CNY de *refinancing* pour les PME et 100 Md CNY de *rediscount* pour les agriculteurs). Le coût moyen de ce financement est annoncé à 1,28 % (le Conseil des affaires d'État avait demandé à ce que le coût moyen de financement par ce canal soit inférieur à 1,6 % début février, au lancement du programme). En outre, le taux de refinancement (*re-lending rate*) ciblant les zones agricoles sera abaissé de 25 pbb à 2,5%².

² Les banques « locales » (urban, rural commercial banks et les rural credit cooperatives) qui émettent des prêts inclusifs à destination des micro et petites entreprises à des taux qui ne sont pas supérieurs de plus de 50 pbb par rapport au Loan Prime Rate (LPR) pourront recevoir des fonds de refinancement (re-lending funds, toujours dans le cadre de ce programme) dont le montant égalera les montants prêtés.

- Les grandes banques commerciales d'État sont encouragées à augmenter leurs prêts à destination des micros et petites entreprises (les prêts inclusifs seront augmentés d'au moins 30% par rapport à l'année dernière). En outre les *policy banks* augmenteront le quota de *special credit* à des taux d'intérêt préférentiels pour les micro, petites et moyennes entreprises de 350 Md CNY.
- **Le taux du *Loan Prime Rate* (LPR) à un an a été abaissé de 20 pdb à 3,85 %** le 20 avril, après une première baisse de 10 pdb le 20 février (il s'agit de la 5e réduction depuis la réforme du LPR le 16 août 2019). Le taux du LPR à 5 ans a été abaissé de 10 pdb à 4,65 % le 20 avril, après une première baisse de 5 pdb à 4,75 % le 20 février.
- Report de la date de déclaration des impôts pour les entreprises du 13 mars au 23 mars. Les entreprises qui connaissent des difficultés dans les zones particulièrement touchées par l'épidémie auront la possibilité de demander un nouveau report auprès des différents bureaux des impôts locaux.
- Les charges d'électricité et d'eau sont réduites.
- Les agences d'assurance et de réassurance des gouvernements locaux à tous les niveaux réduiront de moitié leurs frais pour les PME en 2020, et s'efforceront de réduire le taux de garantie globale de financement pour les PME à moins de 1 %. Le Fonds de garantie de financement de l'État sera quant à lui encouragé à accélérer les prises de participation et à investir dans 10 institutions de garantie de financement des gouvernements municipaux.
- **Le Conseil des affaires d'État a annoncé l'extension jusqu'à 2023 des avantages fiscaux dont bénéficient les établissements de crédit prêtant aux TPE, aux autoentrepreneurs et aux exploitations agricoles privées.** L'extension de ces dispositifs a été annoncée à l'issue d'une réunion du comité exécutif du Conseil des affaires d'État présidé par le Premier ministre Li Keqiang. La taxe sur la valeur ajoutée ne viendra pas grever les revenus d'intérêts perçus sur les prêts accordés dans la limite d'un million de yuans aux petites et microentreprises, aux autoentrepreneurs et aux exploitations agricoles privées. Les revenus d'intérêts perçus sur les prêts accordés dans la limite de 100 000 yuans aux petits exploitants agricoles ainsi que les primes d'assurance issues de polices d'assurance accordées aux exploitations agricoles et d'élevage seront évalués à 90% pour le calcul du revenu imposable total.

Un accent mis sur la nécessité d'assurer un niveau de liquidité suffisant

Les mesures annoncées à tous les niveaux recommandent aux institutions financières d'améliorer leurs services de prêt et de crédit en baissant les taux d'intérêts, en allongeant les délais et en rendant plus flexibles leurs conditions de contrat, en particulier pour les entreprises les plus touchées par l'épidémie et les PME. Mi-mars, le directeur du département de la politique monétaire a réaffirmé que davantage de mesures seront mises en œuvre pour baisser les coûts de financement des secteurs non financiers, même si cela implique de « sacrifier une part des profits des banques », qui devront également faire face à une hausse drastique des NPLs. Dans ce contexte, la PBOC devrait « maintenir un niveau de liquidité suffisamment abondant pour permettre aux banques de réduire leurs coûts de financement ». Elle a d'ores et déjà procédé à d'importantes injections de liquidité. Ces apports de liquidité ont permis de lisser les tensions sur les marchés financiers et, entre autres, de faciliter la poursuite des émissions de titres obligataires, notamment par les autorités publiques.

- Une panoplie d'instruments monétaires devrait être utilisée pour assurer un niveau adéquat et abondant de liquidité (*keep liquidity ample and appropriate*) et assurer une croissance raisonnable de la création monétaire et du crédit : opérations d'*open-market*, *standing lending facility*, *central bank lending* et *central bank discount*.
- **La PBOC a affirmé qu'elle augmenterait le seuil de tolérance relatif au niveau des créances douteuses**

- Le 3 février, la PBoC a injecté au total 1 200 Md CNY (171 Md USD) de liquidité par le biais de *7-days reverse repo operation* (900 Md CNY, à 2,40%) et de *14-days reverse repo operation* (300 Md CNY, à 2,55%), en abaissant de 10 pdb les deux taux respectifs. 1 050 Md CNY arrivaient à l'échéance le même jour, l'injection de liquidité nette était ainsi de 150 Md CNY.
- Le 4 février, la PBoC a injecté 500 Md CNY de liquidité via des *7-days reverse repo operations* (380 Md CNY, à 2,40%) et *14-days reverse repo operations* (120 Md CNY, à 2,55%).
- La PBoC a annoncé le 17 février qu'elle prêterait 200 Md CNY via la facilité de prêt à moyen terme (MLF) en réduisant le taux d'intérêt de 10 pdb à 3,15% et 100 Md CNY via une *7-days reverse repo operation*.
- Le 30 mars, la PBoC a diminué son taux de refinancement à 7 jours à 2,2%, soit une baisse de 20 points de base, procédant à une injection de liquidités de 50 Mds RMB (7,1 Mds UDS).
- La PBoC a annoncé le 15 avril qu'elle prêterait 100 Mds RMB via la facilité de prêt à moyen terme (MLF) en réduisant le taux d'intérêt de 20 pdb à 2,95 %, suite à la baisse de 20 pdb du taux des opérations de *reverse repurchase agreement* le 31 mars. Le taux des MLF constitue la référence pour le taux préférentiel des banques (*Lending Prime Rate*). Par ailleurs, la réduction ciblée du ratio des réserves obligatoires (RRR) de 0,5 % pour les coopératives de crédit rurales, les banques commerciales rurales et les banques commerciales urbaines opérant uniquement dans la province locale d'origine est également mise en œuvre à partir du 15 avril, libérant environ 200 Mds RMB de liquidité à long terme.
- Le Politburo du PCC envisage une hausse du déficit budgétaire, l'émission d'obligations spéciales du gouvernement central (« *Central Government Bonds* »), une hausse du quota d'émissions obligataires que les collectivités locales peuvent émettre (« *special purpose bonds* »), une baisse du taux prêteur de référence de la PBoC (*Loan Prime Rate*) et une stimulation de la consommation.
- Les agences d'assurance et de réassurance des gouvernements locaux à tous les niveaux réduiront de moitié leurs frais pour les PME en 2020, et s'efforceront de réduire le taux de garantie globale de financement pour les PME à moins de 1 %. Le Fonds de garantie de financement de l'État sera quant à lui encouragé à accélérer les prises de participation et à investir dans 10 institutions de garantie de financement des gouvernements municipaux.
- **Baisse ciblée des réserves obligatoires (RO)**, lesquelles demeurent élevées en Chine et dont le pilotage permet de réduire le coût de l'intermédiation financière. En particulier, une baisse ciblée de 50 à 100 pb des RO pour les banques ayant rempli les objectifs assignés par la PBoC en matière de finance inclusive. En outre, a été également décidée une baisse de 100 points de base des RO pesant sur les Joint-Stock Banks, de manière également à réduire leur coût de refinancement, dans la mesure où elles allouent 18% des crédits aux PME, alors que leur assujettissement aux RO est comparativement plus élevé que celui des autres banques.

Une priorité accordée à l'emploi

Particulièrement préoccupé par la montée du chômage, le gouvernement fait de l'emploi, déterminant de la stabilité sociale, sa priorité absolue. Le taux de chômage par enquête a nettement augmenté pour atteindre 6,2% en février et les sous-indices emploi du PMI reflètent une détérioration de la situation de l'emploi en Chine. Dès 2018, face aux pressions baissières les autorités avaient signalé que « la politique de priorité à l'emploi constitue l'une des principales politiques macroéconomiques ». Elles avaient déjà mis en place des déductions fiscales pour les entreprises embauchant des personnes au chômage et mis l'accent sur l'éducation et des nouveaux projets de formation. Depuis le début de la crise liée à l'épidémie elles encouragent fortement les entreprises à éviter le licenciement et lancent des plateformes de recrutement. L'accent est particulièrement mis sur les travailleurs migrants et les jeunes diplômés.

- « Les entreprises clés » sont encouragées à **recruter des « travailleurs migrants pauvres »** (*impoverished migrant workers*) et elles pourraient recevoir des subventions forfaitaires en cas d'offres d'emplois.
- Les mesures sont souvent déclinées au niveau local par le biais de subventions.
- Le 20 mars, le Conseil des affaires d'État a publié des lignes directrices sur le retour à l'emploi conseillant plusieurs mesures telles que : (1) la mise en place d'une procédure accélérée pour les réductions d'impôts et de frais divers afin de sauvegarder des emplois (en soulignant le caractère prioritaire des investissements dans les secteurs susceptibles de créer des emplois). (2) Les travailleurs migrants bénéficient de services de transport pour les acheminer jusqu'à la ville où ils sont employés. Des infrastructures et un service public dédié seront mis en place dans les villes pour les assister dans leur recherche d'emploi. (3) Une augmentation des possibilités de recrutement au sein des entreprises d'État, des administrations et de l'armée pour les jeunes diplômés.

Des velléités de soutenir la demande

À l'instar de ce qui a été observé en 2003, un rebond de la demande est attendu une fois les mesures sanitaires levées. Les baisses de salaires et les licenciements pourraient néanmoins peser sur la consommation. La dégradation de la conjoncture internationale et les inquiétudes quant à un redémarrage de l'épidémie en Chine via des « cas importés » dégradent la confiance et les anticipations. Cet effet s'ajoute à l'impact direct de la baisse de la demande externe. En outre, la population pourrait continuer à appliquer des mesures de précaution une fois les mesures sanitaires, limitant davantage la consommation. Des mesures ont déjà été annoncées pour soutenir la demande interne (consommation et investissement en infrastructures). Il n'est pas certain que la réactivation du canal du crédit soit le plus sûr vecteur d'une relance de la consommation et de l'investissement.

- **Augmentation du quota de dettes que les collectivités locales** peuvent émettre : de 558 Mds CNY pour les « d'obligations générales » et de 1 290 Mds CNY pour les *special purpose bonds* le 11 février. Le ministère des Finances a le 20 avril à nouveau augmenté de 1 000 Mds RMB le quota de *special purpose bonds* que les collectivités peuvent émettre de manière anticipée.
- Des provinces ont commencé à distribuer des « **bons à la consommation** ».
- 19 mesures ont été dévoilées le 13 mars par la NDRC pour soutenir la consommation (*19 measures to help promote higher quality and an expansion of capacity in the consumer sector and foster a robust domestic market, according to a document jointly released by the National Development and Reform Commission and 22 other departments*).
- Le Conseil des Affaires d'État a prolongé l'exonération des taxes sur l'achat de voitures pour les consommateurs jusqu'à fin 2020.
- Le ministère des finances a annoncé le 15 avril une exemption du paiement des intérêts sur les retards de paiement des taxes à l'importation pour les entreprises établies dans des zones économiques spéciales. Cette mesure, qui a pour but d'enlever un obstacle pour les entreprises exportatrices qui souhaitent écouler leur production sur le marché intérieur, sera en vigueur du 15 avril au 31 décembre 2020.

ⁱ D'après un sondage réalisé sur 995 PME par les universités Tsinghua et Beida, 34% des PME estiment pouvoir survivre un mois sans activité et 33% estiment pouvoir tenir 2 mois au maximum. Le site de recrutement Zhaopin a déclaré cette semaine qu'environ 10% des entreprises interrogées étaient "on the verge of death", avec environ 30% d'entre elles prévoyant des suppressions d'emplois et 30% disant qu'elles ne pouvaient pas payer leurs employés à temps.